

# La santé, cette oubliée du débat

OPINION



**STÉPHANIE MONOD**  
PROFESSEURE, UNIVERSITÉ DE LAUSANNE,  
MÉDECIN-CHEFFE ET CO-CHEFFE  
DE DÉPARTEMENT À UNISANTÉ

***C'est plus exigeant de s'investir dans la santé publique, c'est moins vendeur***

Au-delà du patrimoine génétique et des comportements individuels, la santé est largement déterminée tout au long de la vie par les conditions socioéconomiques et environnementales dans lesquelles on évolue. La santé d'une population est la résultante de beaucoup de choix politiques (éducation, environnement, emploi, etc.) et contrairement à ce que l'on croit, la qualité ou la densité d'un dispositif de soins ne contribue que marginalement à la santé d'une population.

L'indicateur le plus complet pour apprécier la santé d'une population est certainement l'espérance de vie. En Suisse, on peut être fier de flirter avec la plus longue espérance de vie à la naissance du monde (84 ans) derrière le Japon. Mais derrière ce chiffre se cache aussi une réalité plus crue, avec une espérance de vie qui peut varier jusqu'à plus de quatre ans selon le niveau socioéconomique.

On peut aussi observer l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire l'âge auquel on peut escompter arriver en forme, les années suivantes étant vécues en mauvaise santé avec des limitations dans la vie de tous les jours. Cette espérance de vie en bonne santé est moins favorable en Suisse que l'on pourrait croire. Par exemple, à 65 ans, les femmes peuvent compter vivre au total un peu plus de vingt-deux ans, mais seulement la moitié en bonne santé (onze ans). Pour les hommes, le ratio est un peu meilleur (onze ans en bonne santé sur dix-neuf). En comparaison, la Suède offre un tout autre paysage: les femmes de 65 ans peuvent espérer vivre encore un peu plus de vingt et un ans et elles vivront

seulement cinq ans en mauvaise santé. Mieux, non? Enfin les gains d'espérance de vie en bonne santé stagnent en Suisse chez les personnes les plus défavorisées et les écarts de santé se creusent (Remund, 2022).

La Suisse doit donc se préoccuper de l'évolution de la santé de sa population, notamment dans un contexte de vieillissement démographique, de croissance des inégalités sociales et de dégradation de l'environnement. Vivre longtemps, mais en mauvaise santé, voilà bien un scénario peu intéressant.

Mais le débat politique continue de tourner autour du système de soins, comme si santé et soins étaient équivalents. On se noie dans les coûts de «la santé» (on devrait dire «des soins») et on théorise sur le pilotage plus ou moins

étatique du système. On invoque la responsabilité individuelle, la médecine qui guérit et les assureurs qui font des réserves... On propose des recettes inutiles comme la taxe de 50 francs aux urgences. On parle du «cartel du silence» et on ose le débat sur la fin des privilèges... des patients (la fin du libre choix du médecin). Le tout dans un vaste mélémélo sans ligne stratégique ou politique. La santé est la grande oubliée.

Interrogés récemment dans le cadre du Panel suisse de ménages (PSM), les Suisses ont exprimé majoritairement leurs préférences pour des politiques de santé publique plutôt que pour des politiques réglant le dispositif de soins (Trein, 2021). Mais c'est plus exigeant de s'investir dans la santé publique, c'est moins vendeur, avec une inscription temporelle qui va au-delà d'un mandat politique. Faute de portage suffisant au parlement, le peuple finit par se saisir des questions qui le préoccupent et lance des initiatives populaires pour déposer dans la Constitution les objectifs de santé attendus. Le dernier mouvement date de 2022 avec l'inscription de la promotion de la santé en faveur des enfants.

Tout cela résonne comme une incapacité de notre système politique actuel à prendre en main les questions de santé et à considérer celle-ci comme un bien à protéger. Des réformes doivent arriver si on veut maintenir un excellent niveau de santé. Les acteurs du système de soins doivent cesser de monopoliser le débat. Ces réformes passeront par des femmes et hommes politiques visionnaires ou en dernier recours par le biais d'une initiative populaire. ■